

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

COUR D'ARBITRAGE

[2005/201834]

Extrait de l'arrêt n° 114/2005 du 30 juin 2005

Numéros du rôle : 3138, 3140 et 3143

En cause : les recours en annulation totale ou partielle du décret flamand du 26 mars 2004 « portant des mesures de redressement au profit des courses de chevaux flamandes, autorisant le Gouvernement flamand à contribuer à la création d'une association sans but lucratif ' Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen ' (Fédération flamande des Courses de Chevaux) et modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus », introduits par la s.a. Tiercé franco-belge, la s.a. Derby et le Conseil des Ministres.

La Cour d'arbitrage,

composée du juge P. Martens, faisant fonction de président, du président A. Arts et des juges L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le juge P. Martens,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a) Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 16 novembre 2004 et parvenue au greffe le 17 novembre 2004, la s.a. Tiercé franco-belge, dont le siège social est établi à 4000 Liège, boulevard d'Avroy 87, a introduit un recours en annulation totale ou partielle (articles 5, 2°, 3°, 7°, 14 à 16, 20 à 27 et 29), du décret flamand du 26 mars 2004 « portant des mesures de redressement au profit des courses de chevaux flamandes, autorisant le Gouvernement flamand à contribuer à la création d'une association sans but lucratif ' Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen ' (Fédération flamande des Courses de Chevaux) et modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus » (publié au *Moniteur belge* du 24 mai 2004).

b) Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 19 novembre 2004 et parvenue au greffe le 22 novembre 2004, la s.a. Derby, dont le siège social est établi à 1180 Bruxelles, chaussée de Waterloo 715, a introduit un recours en annulation des articles 5, 2°, 3°, 7°, 14 à 16, 20 à 27 et 29 du même décret.

c) Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 23 novembre 2004 et parvenue au greffe le 24 novembre 2004, le Conseil des Ministres a introduit un recours en annulation des articles 14, 15, 16, 21, 24 et 26 du même décret.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 3138, 3140 et 3143 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1. Le décret flamand du 26 mars 2004 « portant des mesures de redressement au profit des courses de chevaux flamandes, autorisant le Gouvernement flamand à contribuer à la création d'une association sans but lucratif ' Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen ' (Fédération flamande des courses de chevaux) et modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus », crée une a.s.b.l. dénommée « Fédération flamande des courses de chevaux » qui a pour objet, notamment, de délivrer au nom du Gouvernement flamand les autorisations prévues par le décret, de conseiller le ministre fédéral des Finances en ce qui concerne les autorisations requises pour l'acceptation de paris sur les courses de chevaux, de gérer les contributions financières obligatoires pour le secteur des courses de chevaux et de promouvoir et de contrôler celui-ci.

L'a.s.b.l. conclut un contrat de gestion avec la Région flamande pour les matières déterminées par le décret et est soumise aux obligations qu'il fixe (articles 4 à 12). Le décret subordonne l'ouverture d'un champ de courses et l'organisation de courses de chevaux à l'autorisation préalable du Gouvernement flamand, remplace l'article 66 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus pour subordonner l'acceptation des paris (limitativement énumérés par le décret) sur les courses de chevaux à l'autorisation préalable du ministre des Finances, sur avis du Gouvernement flamand, et réglemente l'obtention et la durée de ces autorisations (articles 13 à 16); il organise des associations de courses (articles 17 à 19), impose le paiement d'une contribution financière aux totalisateur, bookmakers et agences de paris (article 20) et détermine leurs obligations (articles 21 à 27); il modifie enfin le montant des taxes sur les paris et fixe une quote-part minimale des gagnants (articles 28 et 29).

B.2. Il ressort des requêtes dans les affaires n^{os} 3138 et 3140 que les recours sont dirigés contre les articles 5, 2°, 3°, et 7°, 14 à 16, 20 à 27 et 29 du décret attaqué. Dans l'affaire n° 3143, le recours porte sur les articles 14 à 16, 21, 24 et 26 du même décret.

B.3. Les articles 5, 14 à 16 et 20 à 27 et 29 du décret attaqué disposent :

« CHAPITRE 2. — ' Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen '

[...]

Art. 5. Cette fédération a les objets suivants :

1° délivrer au nom du Gouvernement flamand les autorisations pour l'ouverture d'un champ de courses de chevaux et l'organisation de courses de chevaux et contrôler le respect des conditions stipulées dans les autorisations;

2° au nom du Gouvernement flamand, recevoir et examiner les demandes d'autorisation pour l'acceptation de paris sur les courses de chevaux et conseiller le Ministre fédéral des Finances en la matière et contrôler les conditions de l'autorisation imposées par la fédération;

3° régler la coordination, la centralisation et la redistribution des contributions financières obligatoires pour le secteur des courses de chevaux, visées à l'article 19 [lire : l'article 20];

4° promouvoir les courses de chevaux, stimuler l'élevage de chevaux de course et assurer la formation des jockeys;

5° organiser le contrôle du déroulement des courses, en ce compris la désignation d'un collège de commissaires de la course;

6° développer une stratégie de promotion et de communication, entre autres via les médias;

7° soutenir les actions des instances compétentes relatives à la protection des joueurs aux paris, au bien-être animal et à la prévention du dopage;

8° coordonner ses activités avec celles des autres fédérations pour courses de chevaux.

[...]

CHAPITRE 3. — Autorisations

[...]

Art. 14. L'article 66 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus est remplacé par les dispositions suivantes :

§ 1^{er}. L'acceptation des paris sur les courses de chevaux est subordonnée à l'autorisation préalable du Ministre fédéral des Finances ou de son délégué.

§ 2. La Région flamande fixe les types de paris sur les courses de chevaux courues sur son territoire; seuls les paris suivants sur les courses de chevaux sont autorisés :

1° les paris ' mutuels ' sur les courses de chevaux courues en Région flamande. L'acceptation de ces paris est réservée au totalisateur pour le compte de l'association de courses organisatrice;

2° les paris ' à la cote fixe ' sur les courses de chevaux courues en Région flamande. L'acceptation de ces paris est réservée aux bookmakers;

3° les paris ' mutuels ' sur les courses de chevaux courues à l'étranger. L'acceptation de ces paris est réservée aux agences de paris;

4° les paris ' à la cote finale dans l'enceinte ' sur les courses de chevaux courues à l'étranger. L'acceptation de ces paris est réservée aux agences de paris.

§ 3. Les demandes d'autorisation préalable pour l'acceptation des paris sur les courses de chevaux doivent être adressées au Gouvernement flamand. Le Gouvernement flamand émet un avis sur ces demandes et le transmet au Ministre fédéral des Finances. L'avis du Gouvernement flamand est notifié au demandeur en même temps que ladite transmission.

Le Ministre fédéral des Finances apprécie les demandes et les avis transmis par le Gouvernement flamand sur la base des critères suivants :

1° le danger que représentent les paris sur les courses de chevaux pour tout ou partie de la population;

2° la perception effective et efficace de l'impôt sur les paris.

Dans les trois mois suivant la transmission de la demande et de l'avis, le Ministre fédéral des Finances prend une décision sur l'octroi ou non de l'autorisation préalable. Cette décision est notifiée au demandeur et au Gouvernement flamand.

En cas d'avis négatif du Gouvernement flamand, l'autorisation ne sera pas délivrée. Un avis positif de la part du Gouvernement flamand mentionne la durée de validité et les conditions éventuelles de l'autorisation que le Ministre fédéral des Finances délivre.

Faute de décision du Ministre fédéral des Finances dans les trois mois suivant la transmission de la demande et de l'avis positif du Gouvernement flamand, l'autorisation est réputée délivrée.

Après concertation avec le Ministre fédéral des Finances, le Gouvernement flamand arrête la forme des autorisations et les modalités de la procédure d'obtention de l'autorisation.

Art. 15. Dans les conditions telles que définies dans le contrat de gestion et au nom du Gouvernement flamand la fédération est autorisée à :

1° délivrer les autorisations pour l'ouverture d'un champ de courses de chevaux et l'organisation de courses de chevaux;

2° prendre connaissance des demandes d'autorisation préalable pour l'acceptation des paris, émettre un avis y afférent et soumettre cet avis au Ministre fédéral des Finances.

La fédération contrôle le respect des conditions qu'elle attache aux autorisations.

En cas de refus, suspension ou retrait d'une autorisation pour l'ouverture d'un champ de courses de chevaux et l'organisation de courses de chevaux, le demandeur ou le titulaire de l'autorisation peut former un recours auprès du Gouvernement flamand suivant la procédure fixée par le Gouvernement flamand.

Lorsque la fédération constate qu'un titulaire d'une autorisation pour l'acceptation de paris sur les courses de chevaux ne respecte pas les conditions attachées à l'autorisation par la fédération, celle-ci en avise le Ministre fédéral des Finances. Le Ministre fédéral des Finances est alors tenu à retirer l'autorisation dans le mois qui suit la notification à la fédération. Faute de retrait par le Ministre fédéral des Finances dans ce délai, l'autorisation est censée échu. La fédération en avise le titulaire de l'autorisation.

Art. 16. § 1^{er}. Les autorisations pour l'ouverture d'un champ de courses de chevaux et pour l'organisation de courses de chevaux, sont délivrées, soit pour une période déterminée, soit jusqu'à leur retrait. Elles peuvent être retirées à tout moment, sans résiliation ni indemnité.

§ 2. Les autorisations pour l'acceptation de paris sont délivrées, après avis du Gouvernement flamand, par le Ministre fédéral des Finances, soit pour une période déterminée, soit jusqu'à leur retrait. Le Gouvernement flamand fixe la durée de validité de l'autorisation.

Le Gouvernement flamand arrête, après concertation avec le Ministre fédéral des Finances, les modalités de la procédure de retrait.

[...]

CHAPITRE 5. — Contribution financière obligatoire à charge du totalisateur, des bookmakers et des agences de paris

Art. 20. Les autorisations pour le totalisateur, les bookmakers et les agences de paris sont subordonnées à l'obligation de fournir au secteur une contribution uniforme, non discriminatoire, transparente et solidaire. La contribution au secteur est réglée dans un protocole entre la fédération et les disciplines.

CHAPITRE 6. — Totalisateur

Art. 21. Le Ministre fédéral des Finances délivre, après avis du Gouvernement flamand et conformément à la procédure prescrite à l'article 14, alinéa 1^{er}, § 3, une autorisation à un totalisateur qui est chargé de l'exploitation des paris sur toutes les courses de chevaux courues en Région flamande et ce pour le compte des associations de course.

L'avis du Gouvernement flamand sera rendu sur la base d'une adjudication privée après demande d'offre.

Art. 22. Les conditions de concession du totalisateur prescrivent que la marge brute des ' paris sur le champ de courses ' revient à l'association de courses organisatrice.

Art. 23. Les conditions de concession du totalisateur prescrivent qu'une partie de la marge brute des ' paris hors du champ de courses ' revient à l'association de courses organisatrice.

CHAPITRE 7. — Bookmakers

Art. 24. Le Ministre fédéral des Finances délivre des autorisations, après avis du Gouvernement flamand et conformément à la procédure prescrite à l'article 14, alinéa 1^{er}, § 3, aux bookmakers qui sont autorisés à accepter des paris sur les courses de chevaux sur le champ de courses, sur la proposition de l'association de courses organisatrice.

Les paris proposés par les bookmakers sont enregistrés dans un système informatisé contrôlable.

Art. 25. Les conditions de concession prescrivent que 7 % du chiffre d'affaires revient à l'association de courses organisatrice.

CHAPITRE 8. — Agences de paris

Art. 26. Le Ministre fédéral des Finances délivre, après avis du Gouvernement flamand et conformément à la procédure prescrite à l'article 14, alinéa 1^{er}, § 3, des autorisations aux agences de paris qui acceptent en Région flamande des paris sur des courses de chevaux courues à l'étranger.

Art. 27. Les conditions de concession prescrivent que 5 % du chiffre d'affaires revient à l'association de courses organisatrice.

CHAPITRE 9. — Les taxes sur les paris

[...]

Art. 29. La quote-part des gagnants ne peut être inférieure à 50 % des mises.

La fédération peut prévoir dans les licences qu'elle délivre le pourcentage maximal qui revient aux gagnants, conformément aux règles stipulées à cet effet dans le contrat de gestion ».

B.4. Les parties requérantes font valoir que ces dispositions sont contraires aux règles répartitrices de compétences entre l'Etat, les communautés et les régions en ce qu'elles ne peuvent être justifiées ni par la compétence dont les communautés disposent en matière de sport ni par celles dont les régions disposent en ce qui concerne la taxe sur les jeux et paris ou en matière d'agriculture ou d'économie et soutiennent que les dispositions qu'elles attaquent portent sur des matières qui relèvent de la compétence de l'autorité fédérale.

B.5. Les articles 4, 9^o, et 6, § 1^{er}, V, et VI, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles disposent :

« Art. 4. Les matières culturelles visées à l'article 59bis, § 2, 1^o, [aujourd'hui 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o] de la Constitution sont :

[...]

9^o L'éducation physique, les sports et la vie en plein air;

[...]

Art. 6. § 1^{er}. Les matières visées à l'article 107quater [aujourd'hui 39] de la Constitution sont :

[...]

V. La politique agricole et la pêche maritime, sans préjudice de la compétence fédérale afférente :

1^o aux normes relatives à la qualité des matières premières et des produits végétaux, et au contrôle de ces normes, en vue d'assurer la sécurité de la chaîne alimentaire;

2^o aux normes et à leur contrôle relatifs à la santé et au bien-être des animaux, ainsi qu'à la qualité des produits d'origine animale en vue d'assurer la sécurité de la chaîne alimentaire;

3^o aux mesures de remplacement de revenus en cas de cessation anticipée de l'activité d'agriculteurs plus âgés;

4^o au Bureau d'intervention et de restitution belge, étant entendu que les régions disposent en son sein d'une représentation garantie et significative.

L'accord des gouvernements régionaux concernés est requis pour les mesures de l'autorité fédérale en matière de bien-être des animaux lorsque ces mesures ont une incidence sur la politique agricole.

VI. En ce qui concerne l'économie :

1^o La politique économique;

[...] ».

B.6. Les articles 3, 4, § 1^{er}, et 5, §§ 3 et 4, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions disposent :

« Art. 3. Les impôts suivants sont des impôts régionaux :

1^o la taxe sur les jeux et paris;

[...]

Ces impôts sont soumis aux dispositions des articles 4, 5, 8 et 11.

Art. 4. § 1^{er}. Les régions sont compétentes pour modifier le taux d'imposition, la base d'imposition et les exonérations des impôts visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o et 6^o à 9^o.

[...]

Art. 5. [...]

§ 3. A moins que la région n'en décide autrement, l'Etat assure gratuitement dans le respect des règles de procédure qu'il fixe, le service des impôts visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 8^o et 10^o à 12^o, pour le compte de la région et en concertation avec celle-ci. A partir de la deuxième année budgétaire suivant la date de notification du gouvernement de région au gouvernement fédéral de la décision d'assurer elle-même le service des impôts concernés, la région concernée assure le service de ces impôts. Le transfert du service des impôts à une région peut se faire uniquement par groupe d'impôts :

- les impôts visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o;

- l'impôt visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^o;

- les impôts visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 4^o et 6^o à 8^o;

- les impôts visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 10^o à 12^o.

Les régions assurent au moins jusqu'au 31 décembre 2003 inclus le service des impôts qu'elles assuraient déjà avant l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions.

Tant que l'autorité fédérale assure le service des impôts visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 8^o et 10^o à 12^o, la procédure de concertation relative à l'applicabilité technique des modifications projetées concernant les impôts régionaux susvisés est fixée dans l'accord de coopération visé à l'article 1^{er}bis.

[...]

§ 4. Les régions sont compétentes pour fixer les règles de procédure administratives concernant les impôts visés à l'article 3 à compter de l'année budgétaire à partir de laquelle elles assurent le service des impôts ».

B.7. Il faut considérer que le Constituant et le législateur spécial, dans la mesure où ils ne disposent pas autrement, ont attribué aux communautés et aux régions toute la compétence d'édicter les règles propres aux matières qui leur ont été transférées.

B.8. Le législateur décréteil peut légiférer en matière de courses de chevaux si les mesures qu'il adopte s'inscrivent dans les limites des compétences qui lui sont imparties par les lois spéciales précitées. L'efficacité de telles mesures implique nécessairement que ces activités soient contrôlées et réglementées. La circonstance que les obligations imposées par le décret attaqué sont susceptibles d'avoir une incidence directe ou indirecte sur une compétence fédérale ne signifie pas que le législateur décréteil aurait excédé ses compétences. Il lui appartient, notamment, de prendre les mesures qu'il estime utiles lorsqu'il constate, comme en l'espèce, que le secteur des courses de chevaux est un secteur socio-économique important qui connaît une évolution négative en ce qui concerne tant l'emploi que le montant des paris sur les courses de chevaux (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2002-2003, n° 1462/1, p. 2).

B.9. Les articles 5, 2° et 3°, 14 à 16 et 20 à 27 du décret attaqué établissent, notamment, un régime d'autorisation, par le ministre fédéral des Finances ou par son délégué, de l'acceptation des paris sur les courses de chevaux. Le pouvoir du ministre est limité en ce que l'article 66, § 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, remplacé par l'article 14 du décret, fixe les types de paris qui peuvent être autorisés, en ce que l'avis préalable du Gouvernement flamand portant sur la demande d'autorisation lie le ministre lorsqu'il est négatif (article 66, § 3, alinéa 4), en ce que l'avis positif du Gouvernement flamand emporte délivrance de l'autorisation si le ministre ne statue pas dans le délai fixé par le décret (article 66, § 3, alinéa 5) et en ce que le ministre est tenu d'apprécier les demandes et les avis du Gouvernement flamand sur la base de critères qui sont fixés par le décret et que constituent, d'une part, « le danger que représentent les paris sur les courses de chevaux pour tout ou partie de la population » et, d'autre part, « la perception effective et efficace de l'impôt sur les paris » (article 66, § 3, alinéa 2).

Les autorisations accordées par le ministre sont en outre subordonnées au paiement, par le totalisateur (articles 21 à 23), les bookmakers (articles 24 et 25) et les agences de paris (articles 26 et 27) de contributions (article 20) qui sont centralisées et redistribuées par l'a.s.b.l. Fédération flamande des courses de chevaux (article 5, 3°).

B.10. Sans qu'il soit besoin de se prononcer sur la question de savoir si leurs compétences respectives en matière de sport, d'agriculture et d'économie permettent aux communautés et aux régions de prendre des mesures relatives aux courses de chevaux, la Cour constate qu'en l'espèce, les dispositions portent sur l'autorisation de paris sur les courses de chevaux et non sur l'autorisation des courses de chevaux elles-mêmes.

B.11. De telles mesures ne relèvent ni du sport professionnel ni des sports d'amateur que l'article 4, 9°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles confie aux communautés en rangeant parmi les matières culturelles l'éducation physique, les sports et la vie en plein air. Les travaux préparatoires de la loi du 21 juillet 1971 relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels pour la Communauté culturelle française et pour la Communauté culturelle néerlandaise (dont l'article 2, alinéa 1^{er}, 9°, visait ces matières dans les mêmes termes que l'article 4, 9°, de la loi spéciale de 1980 précitée) indiquent d'ailleurs que le législateur a entendu en exclure la réglementation sur les paris (*Doc. parl.*, Sénat, 1970-1971, n° 400, p. 6).

B.12. De telles mesures sont également étrangères à la politique agricole qui relève des régions en vertu de l'article 6, § 1^{er}, V, de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée, modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 et, sous réserve des exceptions qui y figurent, comprend, selon les travaux préparatoires de cette disposition, la négociation et l'exécution de la politique agricole commune, les normes relatives à la qualité des matières premières ainsi que des produits végétaux et animaux lorsqu'il ne s'agit pas d'assurer la sécurité de la chaîne alimentaire, les mesures compensatoires de diminution d'activités des agriculteurs et les aides structurelles (*Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n° 709/7, pp. 4 et suivantes).

B.13. Sans doute la taxe sur les jeux et paris est-elle un impôt régional en vertu de l'article 3 de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989, mais la compétence régionale est en l'espèce limitée à la détermination de la base et du taux d'imposition et d'exonération de la taxe. L'autorité régionale n'est par ailleurs compétente pour fixer les règles de procédure administratives concernant cette taxe qu'à partir du moment où elle en assure le service (article 5, § 4, de la loi spéciale du 16 janvier 1989), ce qui n'est pas le cas actuellement.

Les dispositions attaquées s'attachent en revanche à fixer des limites à l'appréciation du ministre fédéral des Finances dans une matière qui relève de l'autorité fédérale. C'est en effet celle-ci qui est compétente pour régler les jeux et paris, pour déterminer les conditions auxquelles peuvent s'exercer les activités qu'elle tolère et pour organiser le contrôle nécessaire par le caractère dangereux de celles-ci.

Sans doute le législateur régional peut-il prendre des mesures fiscales qui seraient de nature à influencer le comportement des contribuables, car cela constitue un effet secondaire possible de toute mesure de cette nature; mais il ne pourrait, ce faisant, empêcher ou rendre exagérément difficile l'exercice de la compétence fédérale.

Dès lors qu'il apparaît de l'article 66, § 3, nouveau, que le législateur décréteil a adopté des mesures portant sur la dangerosité que représentent les paris sur les courses de chevaux, les dispositions attaquées violent les règles répartitrices de compétences. Il importe peu à cet égard que cet objectif ait ou non été poursuivi par le législateur ayant adopté cette disposition dans l'une ou l'autre de ses rédactions antérieures.

B.14. Sans doute le Gouvernement flamand fait-il valoir que le législateur décréteil n'a pas entendu porter atteinte à la compétence fédérale de prendre des mesures destinées à limiter les dangers que les jeux de hasard constituent pour la société.

S'il est exact que les compétences de l'autorité fédérale et de la Commission des jeux de hasard ont été évoquées à plusieurs reprises (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2002-2003, n° 1462/1, pp. 5 et 6, n° 1462/3, p. 28, n° 1462/7, pp. 8 et 9, et n° 1462/11, p. 6), il reste que la lutte contre l'asservissement au jeu a aussi été évoquée (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2002-2003, n° 1462/3, pp. 12, 17 et 22, n° 1462/7, p. 11, et n° 1462/11, p. 6); l'un des auteurs de la proposition de décret a ainsi déclaré en commission :

« [...] dat de grondwetgever dit nu eenmaal zo gewild heeft : hij heeft de economische bevoegdheid aan het Vlaamse Gewest gegeven en de morele bevoegdheid aan de federale overheid. Als de federale overheid nalaat om het morele aspect in te vullen - wat ze tot hertoe heeft gedaan - moet het gewest dat ook voor zijn rekening nemen. De spreker had gedacht dat de Raad van State dat zou gezegd hebben, maar dat is niet gebeurd » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2002-2003, n° 1462/7, p. 11).

B.15.1. Les mesures attaquées ne peuvent davantage être justifiées par la mise en œuvre, conformément à l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, de pouvoirs implicites que le législateur décréteil pourrait exercer lorsqu'il adopte des dispositions en matière de politique économique.

Il serait alors requis que la réglementation adoptée soit nécessaire à l'exercice des compétences de la Région, que les matières fédérales en cause se prêtent à un régime différencié et que l'incidence des dispositions en cause sur ces matières ne soit que marginale.

Or, l'incidence des dispositions en cause sur ces matières ne peut être qualifiée de marginale puisque les paris sur les courses de chevaux constituent une part importante de la compétence fédérale en matière de jeux et paris et que les dispositions attaquées entendent conditionner le pouvoir d'appréciation du ministre fédéral qu'elles désignent.

B.15.2. La circonstance que le législateur fédéral aurait réservé aux paris sur les courses de chevaux un régime particulier en matière de jeux de hasard, que ce soit dans les articles 1965 et 1966 du Code civil ou en les excluant du champ d'application de la loi du 7 mai 1999, ou qu'il aurait inscrit les règles qui y sont applicables dans des dispositions plus générales relatives aux courses de chevaux n'implique pas que cette matière puisse désormais relever des compétences que le législateur décréte peut exercer en matière de sport, d'agriculture ou d'économie.

B.16. Ces mesures ne sauraient non plus être justifiées par l'absence de réglementation fédérale en cette matière, à laquelle font référence les travaux préparatoires du décret (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2002-2003, n° 1462/1, p. 3, n° 1462/3, p. 28, et n° 1462/7, p. 11). A la supposer établie, une telle omission ne justifie pas un excès de compétence.

B.17. Le moyen est fondé.

B.18. Les parties requérantes n'indiquant pas en quoi l'article 5, 7°, du décret serait contraire aux dispositions qu'elles invoquent, les moyens ne sont pas recevables en ce qui le concerne.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les articles 5, 2°, 14, 16, § 2, et 21 à 28 et, dans la mesure où ils se rapportent à l'autorisation visée à l'article 14, les articles 5, 3°, 15 et 20 du décret flamand du 26 mars 2004 « portant des mesures de redressement au profit des courses de chevaux flamandes, autorisant le Gouvernement flamand à contribuer à la création d'une association sans but lucratif ' Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen ' (Fédération flamande des Courses de Chevaux) et modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus »;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 30 juin 2005.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président f.f.,

P. Martens.

ARBITRAGEHOF

[2005/201834]

Uittreksel uit arrest nr. 114/2005 van 30 juni 2005

Rolnummers 3138, 3140 en 3143

In zake : de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van het Vlaamse decreet van 26 maart 2004 « houdende regeling van herstelmaatregelen voor de Vlaamse paardenwedrennen, houdende machtiging aan de Vlaamse regering om mee te werken aan de oprichting van de vereniging zonder winstgevend doel ' Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen ' en houdende wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen », ingesteld door de n.v. Tiercé franco-belge, de n.v. Derby en de Ministerraad.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit rechter P. Martens, waarnemend voorzitter, voorzitter A. Arts en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van rechter P. Martens,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen en rechtspleging

a) Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 16 november 2004 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 17 november 2004, heeft de n.v. Tiercé franco-belge, met maatschappelijke zetel te 4000 Luik, boulevard d'Avroy 87, beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging (artikelen 5, 2°, 3°, 7°, 14 tot 16, 20 tot 27 en 29) ingesteld van het Vlaamse decreet van 26 maart 2004 houdende regeling van herstelmaatregelen voor de Vlaamse paardenwedrennen, houdende machtiging aan de Vlaamse Regering om mee te werken aan de oprichting van de vereniging zonder winstgevend doel « Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen » en houdende wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 mei 2004).

b) Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 19 november 2004 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 22 november 2004, heeft de n.v. Derby, met maatschappelijke zetel te 1180 Brussel, Waterloosesteenweg 715, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 5, 2°, 3°, 7°, 14 tot 16, 20 tot 27 en 29 van hetzelfde decreet.

c) Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 23 november 2004 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 24 november 2004, heeft de Ministerraad beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 14, 15, 16, 21, 24 en 26 van hetzelfde decreet.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 3138, 3140 en 3143 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. In rechte

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1. Bij het Vlaamse decreet van 26 maart 2004 « houdende regeling van herstelmaatregelen voor de Vlaamse paardenwedrennen, houdende machtiging aan de Vlaamse regering om mee te werken aan de oprichting van de vereniging zonder winstgevend doel ' Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen ' en houdende wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen », wordt een v.z.w. opgericht met de naam « Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen », die onder andere tot doel heeft namens de Vlaamse Regering de vergunningen uit te reiken waarin het decreet voorziet, de federale Minister van Financiën advies uit te brengen over de vergunningen voor het aannemen van weddenschappen op paardenwedrennen, de verplichte financiële bijdragen voor de sector van de paardenwedrennen te beheren, en die sector te promoten en te controleren.

De v.z.w. sluit een beheerscontract met het Vlaamse Gewest voor de decretaal vastgelegde aangelegenheden, en is onderworpen aan de verplichtingen die bij het decreet zijn vastgelegd (artikelen 4 tot 12). Het decreet onderwerpt de opening van een paardenrenbaan en het organiseren van paardenwedrennen aan de voorafgaande machtiging door de Vlaamse Regering, vervangt artikel 66 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen om het aannemen van weddenschappen (die in het decreet limitatief zijn opgesomd) op paardenwedrennen te onderwerpen aan de voorafgaande machtiging door de Minister van Financiën, op advies van de Vlaamse Regering, en bepaalt de procedure voor het verkrijgen van een vergunning, alsook de geldigheidsduur ervan (artikelen 13 tot 16); het voorziet in renverenigingen (artikelen 17 tot 19), legt een financiële bijdrage op aan de totalisator, de bookmakers en de wedkantoren (artikel 20), en legt hun verplichtingen vast (artikelen 21 tot 27); het wijzigt ten slotte het percentage van de belastingen op de weddenschappen, en legt het minimumaandeel van de winnaars vast (artikelen 28 en 29).

B.2. Uit de verzoekschriften in de zaken nrs. 3138 en 3140 blijkt dat de beroepen gericht zijn tegen de artikelen 5, 2°, 3° en 7°, 14 tot 16, 20 tot 27 en 29 van het bestreden decreet. In de zaak nr. 3143 heeft het beroep betrekking op de artikelen 14 tot 16, 21, 24 en 26 van hetzelfde decreet.

B.3. De artikelen 5, 14 tot 16 en 20 tot 27 en 29 van het aangevochten decreet bepalen :

« HOOFDSTUK 2. — Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen

[...]

Art. 5. De federatie heeft als doeleinden :

1° namens de Vlaamse regering de vergunningen voor de opening van een paardenwedrenbaan en voor het organiseren van paardenwedrennen uit te reiken en de naleving van de voorwaarden in de vergunningen te controleren;

2° namens de Vlaamse regering de aanvragen tot het verkrijgen van de vergunningen voor het aannemen van weddenschappen op paardenwedrennen aan te nemen, te onderzoeken en hierover een advies uit te brengen bij de federale Minister van Financiën en de naleving van de door de federatie opgelegde voorwaarden in de vergunning te controleren;

3° de coördinatie, centralisatie en herverdeling van de verplichte financiële bijdragen voor de sector van het paardenwedrennen, bedoeld in artikel 19 [lees : artikel 20], te regelen;

4° de paardenwedrennen te promoten, de fokkerij van renpaarden te stimuleren en jockeys op te leiden;

5° de controles op het koersverloop, hieronder begrepen de aanstelling van een college van koerscommissarissen, te organiseren;

6° een strategie van promotie en communicatie te voeren, onder meer via de media;

7° de acties van de bevoegde instanties inzake de bescherming van spelers op weddenschappen, dierenwelzijn en dopingpreventie te ondersteunen;

8° haar activiteiten met die van de andere federaties voor paardenwedrennen te coördineren.

[...]

HOOFDSTUK 3. — Vergunningen

[...]

Art. 14. Artikel 66 van het Wetboek op de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen wordt vervangen door wat volgt :

§ 1. Het aannemen van weddenschappen op paardenwedrennen is onderworpen aan de voorafgaande machtiging van de federale Minister van Financiën of van zijn gedelegeerde.

§ 2. Het Vlaamse Gewest bepaalt de soorten weddenschappen op paardenwedrennen die op haar grondgebied plaatsvinden, enkel de volgende weddenschappen op paardenwedrennen zijn toegestaan :

1° de ' onderlinge ' weddenschappen op paardenwedrennen die in het Vlaams Gewest plaatsvinden. De aanneming van die weddenschappen is voorbehouden voor de totalisator voor rekening van de organiserende renvereniging;

2° de weddenschappen bij ' vaste notering ' op paardenwedrennen die in het Vlaamse Gewest plaatsvinden. De aanneming van die weddenschappen is voorbehouden voor de bookmakers;

3° de ' onderlinge ' weddenschappen op paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden. De aanneming van die weddenschappen is voorbehouden voor de wedkantoren;

4° de weddenschappen bij ' eindnotering binnen de omheining ' op paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden. De aanneming van die weddenschappen is voorbehouden voor de wedkantoren.

§ 3. De aanvragen tot voorafgaande machtiging voor het aannemen van weddenschappen op paardenwedrennen moeten worden ingediend bij de Vlaamse regering. De Vlaamse regering brengt over deze aanvragen een advies uit dat zij overmaakt aan de federale Minister van Financiën. De aanvrager wordt tegelijk met deze overmaking in kennis gesteld van het advies van de Vlaamse regering.

De federale Minister van Financiën beoordeelt de aanvragen en de adviezen die door de Vlaamse regering werden overgemaakt op basis van de volgende criteria :

1° het gevaar dat weddenschappen in verband met paardenwedrennen ten aanzien van de gehele of een deel van de bevolking kunnen betekenen;

2° de zorg voor een effectieve en efficiënte invordering van de belasting op de weddenschappen.

Binnen de drie maanden na de overmaking van de aanvraag en het advies neemt de federale Minister van Financiën een beslissing over het al dan niet toekennen van de voorafgaande machtiging. Deze beslissing wordt ter kennis gebracht aan de verzoeker en aan de Vlaamse regering.

In geval van een negatief advies vanwege de Vlaamse regering zal de machtiging niet worden uitgereikt. Een positief advies vanwege de Vlaamse regering vermeldt de geldigheidsduur en de eventuele voorwaarden van de door de federale Minister van Financiën uit te reiken vergunning.

Bij gebreke aan beslissing van de federale Minister van Financiën binnen de drie maanden na overmaking van de aanvraag en het positief advies van de Vlaamse regering, wordt de vergunning geacht te zijn toegekend.

De Vlaamse regering bepaalt, na overleg met de federale Minister van Financiën, de vorm van de vergunningen en de modaliteiten met betrekking tot de procedure tot het bekomen van de vergunning.

Art. 15. De federatie is ertoe gemachtigd om, binnen de voorwaarden zoals omschreven in het beheerscontract, namens de Vlaamse regering :

1° de vergunningen uit te reiken voor de opening van een paardenwedrenbaan en voor het organiseren van paardenwedrennen;

2° kennis te nemen van de aanvragen tot voorafgaande vergunning voor het aannemen van weddenschappen, hierover een advies uit te brengen en dit advies voor te leggen aan de federale Minister van Financiën.

De federatie controleert de naleving van de voorwaarden, die door haar aan de vergunningen worden verbonden.

Bij weigering, schorsing of intrekking van een vergunning voor de opening van een paardenwedrenbaan en voor het organiseren van paardenwedrennen, kan de aanvrager of houder van de vergunning beroep aantekenen bij de Vlaamse regering volgens de procedure die door de Vlaamse regering wordt bepaald.

Wanneer de federatie vaststelt dat een houder van een vergunning voor het aannemen van weddenschappen op paardenwedrennen zich niet houdt aan de aan de door de federatie aan de vergunning gekoppelde voorwaarden, dan geeft de federatie hiervan kennis aan de federale Minister van Financiën. De federale Minister van Financiën is er dan toe gehouden de vergunning in te trekken, binnen de maand na de kennisgeving door de federatie. Bij gebreke aan intrekking door de federale Minister van Financiën binnen deze termijn, dan wordt de vergunning geacht van rechtswege te zijn vervallen. De federatie stelt hiervan de houder van de vergunning in kennis.

Art. 16. § 1. De vergunningen voor de opening van een paardenwedrenbaan en voor het organiseren van paardenwedrennen worden verleend hetzij voor een bepaald tijdperk, hetzij tot intrekking. Zij kunnen te allen tijde worden ingetrokken, zonder opzegging, noch vergoeding.

§ 2. De vergunningen voor het aannemen van weddenschappen worden, na advies van de Vlaamse regering, verleend door de federale Minister van Financiën, hetzij voor een bepaald tijdperk, hetzij tot intrekking. De Vlaamse regering bepaalt de geldigheidsduur van de vergunning.

De Vlaamse regering bepaalt, na overleg met de federale Minister van Financiën, de modaliteiten voor de procedure van intrekking.

[...]

HOOFDSTUK 5. — Verplichte financiële bijdrage voor de totalisator, de bookmakers en de wedkantoren

Art. 20. De vergunningen voor de totalisator, de bookmakers en de wedkantoren zijn gebonden aan de verplichting om een uniforme, niet-discriminerende, transparante en solidaire bijdrage aan de sector te leveren. De bijdrage aan de sector wordt geregeld in een protocol tussen de federatie en de disciplines.

HOOFDSTUK 6. — Totalisator

Art. 21. De federale Minister van Financiën geeft, na advies van de Vlaamse regering en conform de procedure vervat in artikel 14, eerste lid, § 3, een vergunning aan een totalisator, die belast wordt met de exploitatie van de weddenschappen op alle paardenwedrennen in het Vlaamse Gewest, en dit voor rekening van de renverenigingen.

Het advies van de Vlaamse regering zal worden verleend op basis van een private aanbesteding na verzoek tot een aanbod.

Art. 22. In de concessievoorwaarden van de totalisator wordt vastgelegd dat de brutomarge van de ' weddenschappen op de renbaan ' terugvloeit naar de organiserende renvereniging.

Art. 23. In de concessievoorwaarden van de totalisator wordt vastgelegd dat een gedeelte van de brutomarge van de ' weddenschappen buiten renbaan ' terugvloeit naar de organiserende renvereniging.

HOOFDSTUK 7. — Bookmakers

Art. 24. De federale Minister van Financiën geeft, na advies van de Vlaamse regering conform de procedure vervat in artikel 14, eerste lid, § 3, vergunningen aan de bookmakers die, op voorstel van de organiserende renvereniging, de toestemming krijgen om weddenschappen te aanvaarden op de paardenwedrennen op de renbaan.

Weddenschappen door bookmakers worden geregistreerd in een controleerbaar geïnformatiseerd systeem.

Art. 25. In de vergunningsvoorwaarden wordt vastgelegd dat 7 % van de omzet terugvloeit naar de organiserende renvereniging.

HOOFDSTUK 8. — Wedkantoren

Art. 26. De federale Minister van Financiën reikt, na advies van de Vlaamse regering, conform de procedure vervat in artikel 14, eerste lid, § 3, vergunningen uit aan de wedkantoren die in het Vlaamse Gewest weddenschappen aannemen op de buitenlandse paardenwedrennen.

Art. 27. In de vergunningsvoorwaarden wordt vastgelegd dat 5 % van de omzet terugvloeit naar de organiserende renverenigingen.

HOOFDSTUK 9. — De belastingen op de weddenschappen

[...]

Art. 29. Het aandeel van de winnaars mag niet minder dan 50 % van de inzetten bedragen.

De federatie kan in de licenties die zij toekent het percentage bepalen dat maximaal aan de winnaars toekomt, overeenkomstig de regels die dienaangaande vastgelegd worden in het beheerscontract ».

B.4. De verzoekende partijen voeren aan dat die bepalingen strijdig zijn met de regels inzake de verdeling van de bevoegdheid tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten doordat zij niet kunnen worden verantwoord door de bevoegdheid van de gemeenschappen inzake sport, noch door de bevoegdheden van de gewesten met betrekking tot de belasting op spelen en weddenschappen of inzake landbouw of economie, en houden staande dat de bepalingen die zij aanvechten betrekking hebben op aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de federale overheid behoren.

B.5. De artikelen 4, 9°, en 6, § 1, V, en VI, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepalen :

« Art. 4. De culturele aangelegenheden bedoeld in artikel 59bis, § 2, 1°, [thans artikel 127, § 1, eerste lid, 1°] van de Grondwet zijn :

[...]

9° De lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens;

[...]

Art. 6. § 1. De aangelegenheden bedoeld in artikel 107quater [thans artikel 39] van de Grondwet zijn :

[...]

V. Het landbouwbeleid en de zeevisserij, onverminderd de federale bevoegdheid inzake :

1° de normering en de daarop toepasbare controle inzake de kwaliteit van de grondstoffen en de plantaardige producten met het oog op het verzekeren van de veiligheid van de voedselketen;

2° de normering en de daarop toepasbare controle inzake de diergezondheid, het dierenwelzijn en de kwaliteit van de dierlijke producten met het oog op het verzekeren van de veiligheid van de voedselketen;

3° de inkomensvervangende maatregelen bij vervroegde uittreding van oudere landbouwers;

4° het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau, met dien verstande dat de gewesten in zijn schoot beschikken over een gegarandeerde en significante vertegenwoordiging.

Het akkoord van de betrokken gewestregeringen is vereist voor de maatregelen van de federale overheid inzake dierenwelzijn die een weerslag hebben op het landbouwbeleid.

VI. Wat de economie betreft :

1° Het economisch beleid;

[...] ».

B.6. De artikelen 3, 4, § 1, en 5, §§ 3 en 4, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten bepalen :

« Art. 3. Volgende belastingen zijn gewestelijke belastingen :

1° de belasting op de spelen en weddenschappen;

[...]

Deze belastingen zijn onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 4, 5, 8 en 11.

Art. 4. § 1. De gewesten zijn bevoegd om de aanslagvoet, de heffingsgrondslag en de vrijstellingen van de in artikel 3, eerste lid, 1° tot 4° en 6° tot 9° bedoelde belastingen te wijzigen.

[...]

Art. 5. [...]

§ 3. Tenzij het gewest er anders over beslist, zorgt de Staat met inachtneming van de door hem vastgestelde procedureregels kosteloos voor de dienst van de in artikel 3, eerste lid, 1° tot 8° en 10° tot 12° bedoelde belastingen voor rekening van en in overleg met het betrokken gewest. Vanaf het tweede begrotingsjaar volgend op de datum van notificatie van de gewestregering aan de federale regering van de beslissing tot het zelf verzekeren van de dienst van de betrokken belastingen, zorgt het betrokken gewest voor de dienst van deze belastingen. De overheveling van de dienst van de belastingen naar een gewest kan slechts per groep van belastingen geschieden :

- de in artikel 3, eerste lid, 1° tot 3°, bedoelde belastingen;
- de in artikel 3, eerste lid, 5°, bedoelde belasting;
- de in artikel 3, eerste lid, 4° en 6° tot 8°, bedoelde belastingen;
- de in artikel 3, eerste lid, 10° tot 12° bedoelde belastingen.

De gewesten staan ten minste tot en met 31 december 2003 in voor de dienst van de belastingen waarvoor zij reeds vóór de inwerkingtreding van de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten instonden.

Zolang de federale overheid de dienst van de in artikel 3, eerste lid, 1° tot 8° en 10° tot 12°, bedoelde belastingen verzekert, wordt de overlegprocedure met betrekking tot de technische uitvoerbaarheid van de voorgenomen wijzigingen inzake voormelde gewestelijke belastingen bepaald in het in artikel 1bis bedoelde samenwerkingsakkoord.

[...]

§ 4. De gewesten zijn bevoegd voor de vaststelling van de administratieve procedureregels met betrekking tot de in artikel 3 bedoelde belastingen met ingang van het begrotingsjaar vanaf hetwelk zij de dienst van de belastingen verzekeren ».

B.7. De Grondwetgever en de bijzondere wetgever moeten worden geacht aan de gemeenschappen en de gewesten de volledige bevoegdheid te hebben toegekend tot het uitvaardigen van regels die eigen zijn aan de aan hen toegewezen aangelegenheden, tenzij zij er anders over hebben beschikt.

B.8. De decreetgever vermag normerend op te treden inzake paardenwedrennen indien de maatregelen die hij aanneemt binnen de grenzen blijven van de bevoegdheden die hem door de voormelde bijzondere wetten zijn toegekend. De doelmatigheid van zulke maatregelen impliceert noodzakelijkerwijs dat die activiteiten worden gecontroleerd en gereguleerd. De omstandigheid dat de door het bestreden decreet opgelegde verplichtingen een rechtstreekse of onrechtstreekse weerslag kunnen hebben op een federale bevoegdheid, betekent niet dat de decreetgever zijn bevoegdheden zou hebben overschreden. Het komt hem meer bepaald toe de maatregelen te nemen die hij nuttig acht wanneer hij vaststelt, zoals te dezen, dat de sector van de paardenwedrennen een belangrijke sociaal-economische sector is die een negatieve evolutie kent, zowel wat de werkgelegenheid betreft als het bedrag van de weddenschappen op de paardenwedrennen (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2002-2003, nr. 1462/1, p. 2).

B.9. Bij de artikelen 5, 2° en 3°, 14 tot 16 en 20 tot 27 van het bestreden decreet wordt meer bepaald een stelsel ingesteld van vergunning, door de federale Minister van Financiën of zijn gemachtigde, voor het aannemen van weddenschappen op paardenwedrennen. De bevoegdheid van de Minister wordt begrensd doordat artikel 66, § 2, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, vervangen bij artikel 14 van het decreet, de soorten weddenschappen bepaalt die kunnen worden toegestaan, doordat het voorafgaand advies van de Vlaamse Regering over de aanvraag tot vergunning bindend is voor de Minister indien het negatief is (artikel 66, § 3, vierde lid), doordat het positief advies van de Vlaamse Regering leidt tot het uitreiken van de vergunning indien de Minister zich niet uitspreekt binnen de termijn die in het decreet is vastgelegd (artikel 66, § 3, vijfde lid), en doordat de Minister de aanvragen en de adviezen van de Vlaamse Regering moet beoordelen op basis van criteria die in het decreet zijn bepaald, namelijk, enerzijds, « het gevaar dat weddenschappen in verband met paardenwedrennen ten aanzien van de gehele of een deel van de bevolking kunnen betekenen » en, anderzijds, « de zorg voor een effectieve en efficiënte invordering van de belasting op de weddenschappen » (artikel 66, § 3, tweede lid).

De vergunningen die door de Minister worden verleend, zijn bovendien afhankelijk van de betaling, door de totalisator (artikelen 21 tot 23), de bookmakers (artikelen 24 en 25) en de wedkantoren (artikelen 26 en 27), van bijdragen (artikel 20) die door de v.z.w. Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen worden gecentraliseerd en herverdeeld (artikel 5, 3°).

B.10. Zonder dat het nodig is zich uit te spreken over de vraag of hun respectieve bevoegdheden inzake sport, landbouw en economie de gemeenschappen en de gewesten in staat stellen maatregelen te nemen met betrekking tot de paardenwedrennen, stelt het Hof vast dat de in het geding zijnde bepalingen te dezen betrekking hebben op de vergunning voor weddenschappen op paardenwedrennen, en niet op de vergunning voor paardenwedrennen op zich.

B.11. Zulke maatregelen behoren niet tot de beroepssport, noch tot de sport voor liefhebbers, bevoegdheden die artikel 4, 9°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aan de gemeenschappen toevertrouwt door lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens bij de culturele aangelegenheden onder te brengen. In de parlementaire voorbereiding van de wet van 21 juli 1971 betreffende de bevoegdheid en de werking van de cultuurraden voor de Nederlandse cultuurgemeenschap en voor de Franse cultuurgemeenschap (waarvan artikel 2, eerste lid, 9°, die aangelegenheden beoogde met dezelfde bewoordingen als artikel 4, 9°, van de voormelde bijzondere wet van 1980) wordt overigens aangegeven dat de wetgever de reglementering van weddenschappen daarvan heeft willen uitsluiten (*Parl. St.*, Senaat, 1970-1971, nr. 400, p. 6).

B.12. Dergelijke maatregelen behoren evenmin tot het landbouwbeleid waarvoor de gewesten bevoegd zijn krachtens artikel 6, § 1, V, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001, en dat, onder voorbehoud van de uitzonderingen die erin zijn vermeld, volgens de parlementaire voorbereiding van die bepaling, het overleg over en de uitvoering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid omvat, alsook de normen met betrekking tot de kwaliteit van de grondstoffen en van de plantaardige en dierlijke producten wanneer het niet gaat om de veiligheid van de voedselketen, de compensatiemaatregelen voor activiteitsvermindering van landbouwers, of de structurele steun (*Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 709/7, pp. 4 en volgende).

B.13. De belasting op spelen en weddenschappen is weliswaar een gewestelijke belasting krachtens artikel 3 van de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989, maar de gewestelijke bevoegdheid is te dezen beperkt tot het vaststellen van de heffingsgrondslag, de aanslagvoet en de vrijstellingen van de belasting. De gewestelijke overheid is overigens alleen bevoegd voor de vaststelling van de administratieve procedureregels met betrekking tot die belasting vanaf het ogenblik waarop zij de dienst ervan verzekert (artikel 5, § 4, van de bijzondere wet van 16 januari 1989), wat op dit ogenblik niet het geval is.

De bestreden bepalingen strekken daarentegen ertoe de beoordeling door de federale Minister van Financiën te begrenzen in een aangelegenheid die tot de bevoegdheid van de federale overheid behoort. Het is immers die laatste die bevoegd is om de spelen en weddenschappen te regelen, om de voorwaarden te bepalen waaronder de door haar toegestane activiteiten kunnen worden uitgeoefend, en om de controle te organiseren die noodzakelijk is wegens het gevaarlijke karakter van die activiteiten.

De gewestwetgever kan weliswaar fiscale maatregelen nemen die een weerslag zouden kunnen hebben op het gedrag van de belastingplichtigen, want dat is een mogelijk neveneffect van elke maatregel van die aard; maar hij zou daardoor de uitoefening van de federale bevoegdheid niet onmogelijk of overdreven moeilijk mogen maken.

Aangezien uit het nieuwe artikel 66, § 3, blijkt dat de decreetgever maatregelen heeft aangenomen die betrekking hebben op het gevaar dat de weddenschappen op paardenwedrennen inhouden, schenden de bestreden bepalingen de bevoegdheidsverdelende regels. Het is in dat verband van weinig belang dat die doelstelling al dan niet werd nagestreefd door de wetgever die een vroegere versie van die bepaling heeft aangenomen.

B.14. De Vlaamse Regering voert weliswaar aan dat de decreetgever geen afbreuk heeft willen doen aan de federale bevoegdheid om maatregelen te nemen die tot doel hebben de maatschappelijke gevaren verbonden aan kansspelen in te perken.

Het is juist dat meermaals werd verwezen naar de bevoegdheden van de federale overheid en van de kansspelcommissie (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2002-2003, nr. 1462/1, pp. 5 en 6, nr. 1462/3, p. 28, nr. 1462/7, pp. 8 en 9, en nr. 1462/11, p. 6); dat neemt echter niet weg dat de bestrijding van gokverslaving ook werd vermeld (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2002-2003, nr. 1462/3, pp. 12, 17 en 22, nr. 1462/7, p. 11, en nr. 1462/11, p. 6). Zo verklaarde een van de indieners van het voorstel van decreet het volgende in de commissie :

« [...] dat de grondwetgever dit nu eenmaal zo gewild heeft : hij heeft de economische bevoegdheid aan het Vlaamse Gewest gegeven en de morele bevoegdheid aan de federale overheid. Als de federale overheid nalaat om het morele aspect in te vullen - wat ze tot hiertoe heeft gedaan - moet het gewest dat ook voor zijn rekening nemen. De spreker had gedacht dat de Raad van State dat zou gezegd hebben, maar dat is niet gebeurd » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2002-2003, nr. 1462/7, p. 11).

B.15.1. De aangevochten maatregelen kunnen evenmin worden verantwoord door de toepassing, overeenkomstig artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, van impliciete bevoegdheden die de decreetgever zou mogen uitoefenen wanneer hij bepalingen aanneemt inzake economisch beleid.

Dan zou vereist zijn dat een zodanige regeling noodzakelijk is voor de uitoefening van de bevoegdheden van het Gewest, dat de betrokken federale aangelegenheden zich tot een gedifferentieerde regeling lenen en dat de weerslag van de betrokken bepalingen op die aangelegenheden slechts marginaal is.

De weerslag van de betrokken bepalingen op die aangelegenheden kan niet als marginaal worden beschouwd omdat de weddenschappen op paardenwedrennen een belangrijk onderdeel vormen van de federale bevoegdheid inzake spelen en weddenschappen, en omdat de bestreden bepalingen ertoe strekken de beoordelingsbevoegdheid van de federale Minister aan voorwerpen te onderwerpen.

B.15.2. De omstandigheid dat de federale wetgever, voor de weddenschappen op paardenwedrennen, zou hebben voorzien in een specifiek stelsel op het gebied van kansspelen - hetzij in de artikelen 1965 en 1966 van het Burgerlijk Wetboek, hetzij door ze niet op te nemen in het toepassingsgebied van de wet van 7 mei 1999 -, of dat hij de regels die ervoor gelden zou hebben ingeschreven in algemenere bepalingen met betrekking tot de paardenwedrennen, impliceert niet dat die aangelegenheid voortaan kan behoren tot de bevoegdheden die de decreetgever kan uitoefenen inzake sport, landbouw of economie.

B.16. Die maatregelen zouden evenmin kunnen worden verantwoord door het ontbreken van een federale regelgeving voor die aangelegenheid, waarnaar wordt verwezen in de parlementaire voorbereiding van het decreet (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2002-2003, nr. 1462/1, p. 3, nr. 1462/3, p. 28, en nr. 1462/7, p. 11). In de veronderstelling dat het zou zijn aangetoond, rechtvaardigt zulk een verzuim geen bevoegdheidsoverschrijding.

B.17. Het middel is gegrond.

B.18. Aangezien de verzoekende partijen niet aangeven in welk opzicht artikel 5, 7^o, van het decreet strijdig zou zijn met de bepalingen die zij aanvoeren, zijn de middelen met betrekking tot dat artikel niet ontvankelijk.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt de artikelen 5, 2^o, 14, 16, § 2, en 21 tot 28 en, voor zover zij betrekking hebben op de vergunning bedoeld in artikel 14, de artikelen 5, 3^o, 15 en 20 van het Vlaamse decreet van 26 maart 2004 « houdende regeling van herstelmaatregelen voor de Vlaamse paardenwedrennen, houdende machtiging aan de Vlaamse Regering om mee te werken aan de oprichting van de vereniging zonder winstgevend doel ' Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen ' en houdende wijziging en opheffing van sommige bepalingen van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen »;

- verwerpt voor het overige de beroepen.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 30 juni 2005.

De griffier,

L. Potoms.

De wnd. voorzitter,

P. Martens.

SCHIEDSHOF

[2005/201834]

Auszug aus dem Urteil Nr. 114/2005 vom 30. Juni 2005

Geschäftsverzeichnissnrn. 3138, 3140 und 3143

In Sachen: Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigklärung des flämischen Dekrets vom 26. März 2004 «zur Regelung von Sanierungsmaßnahmen zugunsten der flämischen Pferderennen, zur Ermächtigung der Flämischen Regierung zur Mitwirkung an der Gründung der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht ' Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen ' (Flämischer Verband für Pferderennen), sowie zur Abänderung und Aufhebung gewisser Bestimmungen des Gesetzbuches der der Einkommensteuer gleichgesetzten Steuern», erhoben von der Tiercé franco-belge AG, der Derby AG und dem Ministerrat.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus dem Richter und stellvertretenden Vorsitzenden P. Martens, dem Vorsitzenden A. Arts und den Richtern L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Richters P. Martens,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klagen und Verfahren*

a) Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 16. November 2004 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 17. November 2004 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Tiercé franco-belge AG, mit Gesellschaftssitz in 4000 Lüttich, boulevard d'Avroy 87, Klage auf völlige oder teilweise Nichtigklärung (Artikel 5 Nr. 2, Nr. 3 und Nr. 7, 14 bis 16, 20 bis 27 und 29) des flämischen Dekrets vom 26. März 2004 «zur Regelung von Sanierungsmaßnahmen zugunsten der flämischen Pferderennen, zur Ermächtigung der Flämischen Regierung zur Mitwirkung an der Gründung der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht ' Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen ' (Flämischer Verband für Pferderennen), sowie zur Abänderung und Aufhebung gewisser Bestimmungen des Gesetzbuches der der Einkommensteuer gleichgesetzten Steuern» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 24. Mai 2004).

b) Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 19. November 2004 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 22. November 2004 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Derby AG, mit Gesellschaftssitz in 1180 Brüssel, chaussée de Waterloo 715, Klage auf Nichtigklärung der Artikel 5 Nr. 2, Nr. 3 und Nr. 7, 14 bis 16, 20 bis 27 und 29 desselben Dekrets.

c) Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 23. November 2004 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 24. November 2004 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob der Ministerrat Klage auf Nichtigklärung der Artikel 14, 15, 16, 21, 24 und 26 desselben Dekrets.

Diese unter den Nummern 3138, 3140 und 3143 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

In bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1. Durch das flämische Dekret vom 26. März 2004 «zur Regelung von Sanierungsmaßnahmen zugunsten der flämischen Pferderennen, zur Ermächtigung der Flämischen Regierung zur Mitwirkung an der Gründung der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht ' Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen ' (Flämischer Verband für Pferderennen), sowie zur Abänderung und Aufhebung gewisser Bestimmungen des Gesetzbuches der der Einkommensteuer gleichgesetzten Steuern wird eine VoG mit der Bezeichnung «Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen» gegründet, die unter anderem bezweckt, im Namen der Flämischen Regierung die im Dekret vorgesehenen Genehmigungen zu erteilen, den föderalen Minister der Finanzen in bezug auf die erforderlichen Genehmigungen für die Annahme von Wetten auf Pferderennen zu beraten, die verpflichtenden Finanzbeiträge für den Sektor der Pferderennen zu verwalten sowie diese zu fördern und zu kontrollieren.

Die VoG schließt einen Verwaltungsvertrag mit der Flämischen Region für die im Dekret angeführten Sachbereiche ab und unterliegt den darin festgelegten Verpflichtungen (Artikel 4 bis 12). Das Dekret macht die Eröffnung einer Pferderennbahn und die Organisation von Pferderennen von der vorherigen Genehmigung durch die Flämische Regierung abhängig, ersetzt Artikel 66 des Gesetzbuches der der Einkommensteuer gleichgesetzten Steuern, damit die Annahme von Wetten (die im Dekret erschöpfend aufgezählt sind) auf Pferderennen der vorherigen Genehmigung durch den Minister der Finanzen auf eine Stellungnahme der Flämischen Regierung hin unterliegt, und regelt den Erhalt sowie die Dauer dieser Genehmigungen (Artikel 13 bis 16); es organisiert die Rennverbände (Artikel 17 bis 19), schreibt dem Totalisator, den Buchmachern und den Wettbüros die Zahlung eines finanziellen Beitrags vor (Artikel 20) und legt deren Verpflichtungen fest (Artikel 21 bis 27); es ändert schließlich den Prozentsatz der Steuern auf Wetten und setzt einen Mindestteil für die Gewinner fest (Artikel 28 und 29).

B.2. Aus den Klageschriften in den Rechtssachen Nrn. 3138 und 3140 geht hervor, daß die Klagen gegen die Artikel 5 Nrn. 2, 3 und 7, 14 bis 16, 20 bis 27 und 29 des angefochtenen Dekrets gerichtet sind. In der Rechtssache Nr. 3143 bezieht sich die Klage auf die Artikel 14 bis 16, 21, 24 und 26 desselben Dekrets.

B.3. Die Artikel 5, 14 bis 16, 20 bis 27 und 29 des angefochtenen Dekrets lauten wie folgt:

«KAPITEL 2. — ' Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen '

[...]

Art. 5. Dieser Verband hat folgende Ziele:

1. im Namen der Flämischen Regierung die Genehmigungen für die Eröffnung einer Pferderennbahn und für die Durchführung von Pferderennen erteilen sowie die Einhaltung der in den Genehmigungen vorgesehenen Bedingungen überwachen;

2. im Namen der Flämischen Regierung die Anträge auf Genehmigungen für die Annahme von Wetten auf Pferderennen entgegennehmen und prüfen sowie den föderalen Minister der Finanzen diesbezüglich beraten und die vom Verband auferlegten Genehmigungsbedingungen kontrollieren;

3. die Koordinierung, Zentralisierung und Umverteilung der finanziellen Pflichtbeiträge für den Sektor der Pferderennen gemäß Artikel 19 [zu lesen ist: Artikel 20] regeln;

4. für Pferderennen werben, die Zucht von Rennpferden fördern und für die Ausbildung von Jockeys sorgen;

5. die Kontrolle des Ablaufs der Rennen organisieren, einschließlich der Bestimmung eines Kollegiums von Rennkommissaren;

6. eine Werbe- und Kommunikationsstrategie unter anderem in den Medien entwickeln;

7. die Maßnahmen der zuständigen Instanzen in bezug auf den Schutz der Wettteilnehmer, des Wohlbefindens der Tiere und der Vorbeugung von Doping unterstützen;

8. ihre Tätigkeiten mit denjenigen der anderen Verbände für Pferderennen koordinieren.

[...]

KAPITEL 3. — Genehmigungen

[...]

Art. 14. Artikel 66 des Gesetzbuches der der Einkommensteuer gleichgesetzten Steuern wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

§ 1. Die Annahme von Wetten auf Pferderennen unterliegt der vorherigen Genehmigung durch den föderalen Minister der Finanzen oder seinen Beauftragten.

§ 2. Die Flämische Region legt die Arten der Wetten der auf ihrem Gebiet stattfindenden Pferderennen fest; nur folgende Wetten auf Pferderennen sind erlaubt:

1. ' gegenseitige ' Wetten auf Pferderennen, die in der Flämischen Region ausgetragen werden. Die Annahme dieser Wetten ist dem Totalisator für Rechnung der organisierenden Rennvereinigung vorbehalten;

2. Wetten mit ' fester Notierung ' auf Pferderennen, die in der Flämischen Region ausgetragen werden. Die Annahme dieser Wetten ist den Buchmachern vorbehalten;

3. ' gegenseitige ' Wetten auf Pferderennen, die im Ausland ausgetragen werden. Die Annahme dieser Wetten ist den Wettbüros vorbehalten;

4. Wetten auf die ' Endnotierung innerhalb der Einfriedung ' auf Pferderennen, die im Ausland ausgetragen werden. Die Annahme dieser Wetten ist den Wettbüros vorbehalten.

§ 3. Anträge auf vorherige Genehmigung der Annahme von Wetten auf Pferderennen müssen an die Flämische Regierung gerichtet werden. Die Flämische Regierung gibt eine Stellungnahme zu diesen Anträgen ab und leitet sie an den föderalen Minister der Finanzen weiter. Die Stellungnahme der Flämischen Regierung wird dem Antragsteller gleichzeitig mit dieser Weiterleitung zugestellt.

Der föderale Minister der Finanzen beurteilt die Anträge und die von der Flämischen Regierung weitergeleiteten Stellungnahmen auf der Grundlage folgender Kriterien:

1. die von Wetten auf Pferderennen ausgehenden Gefahren für die Gesamtheit oder einen Teil der Bevölkerung;
2. die tatsächliche und effiziente Erhebung der Steuer auf Wetten.

Innerhalb von drei Monaten nach der Übermittlung des Antrags und der Stellungnahme entscheidet der föderale Minister der Finanzen darüber, ob die vorherige Genehmigung erteilt wird oder nicht. Diese Entscheidung wird dem Antragsteller und der Flämischen Regierung zugestellt.

Im Falle einer ablehnenden Stellungnahme der Flämischen Regierung wird die Genehmigung nicht erteilt. In einer befürwortenden Stellungnahme der Flämischen Regierung sind die Gültigkeitsdauer und die etwaigen Bedingungen der Genehmigung, die der föderale Minister der Finanzen erteilt, erwähnt.

Erfolgt keine Entscheidung des föderalen Ministers der Finanzen innerhalb von drei Monaten nach der Übermittlung des Antrags und der befürwortenden Stellungnahme der Flämischen Regierung, so gilt die Genehmigung als erteilt.

Nach Absprache mit dem föderalen Minister der Finanzen legt die Flämische Regierung die Form der Genehmigungen und die Modalitäten des Verfahrens für den Erhalt der Genehmigung fest.

Art. 15. Unter den im Verwaltungsvertrag festgelegten Bedingungen und im Namen der Flämischen Regierung ist der Verband ermächtigt:

1. die Genehmigungen zur Eröffnung einer Pferderennbahn und zur Organisation von Pferderennen zu erteilen;
2. Anträge auf vorherige Genehmigung der Annahme von Wetten zur Kenntnis zu nehmen, dazu eine Stellungnahme abzugeben und dem föderalen Minister der Finanzen diese Stellungnahme zu unterbreiten.

Der Verband kontrolliert die Einhaltung der Bedingungen, die er mit den Genehmigungen verbindet.

Im Falle der Ablehnung, der Aussetzung oder des Entzugs einer Genehmigung für die Eröffnung einer Pferderennbahn und die Organisation von Pferderennen kann der Antragsteller oder der Inhaber der Genehmigung bei der Flämischen Regierung nach den von der Flämischen Regierung festgelegten Verfahren Einspruch einlegen.

Wenn der Verband feststellt, daß der Inhaber einer Genehmigung für die Annahme von Wetten auf Pferderennen die Bedingungen, die der Verband mit der Genehmigung verbunden hat, nicht einhält, benachrichtigt dieser den föderalen Minister der Finanzen darüber. Der föderale Minister der Finanzen ist dann verpflichtet, innerhalb eines Monats nach der Benachrichtigung durch den Verband die Genehmigung zu entziehen. Erfolgt der Entzug nicht innerhalb dieser Frist durch den föderalen Minister der Finanzen, so wird davon ausgegangen, daß die Genehmigung von Rechts wegen verfallen ist. Der Verband benachrichtigt den Inhaber der Genehmigung darüber.

Art. 16. § 1. Die Genehmigungen für die Eröffnung einer Pferderennbahn und für die Organisation von Pferderennen werden entweder für eine bestimmte Dauer oder bis zu ihrem Entzug erteilt. Sie können jederzeit ohne Kündigungsfrist und ohne Entschädigung entzogen werden.

§ 2. Die Genehmigungen für die Annahme von Wetten werden nach einer Stellungnahme der Flämischen Regierung durch den föderalen Minister der Finanzen entweder für eine bestimmte Dauer oder bis zu ihrem Entzug erteilt. Die Flämische Regierung legt die Gültigkeitsdauer der Genehmigung fest.

Die Flämische Regierung legt nach Absprache mit dem föderalen Minister der Finanzen die Modalitäten für das Entzugsverfahren fest.

[...]

KAPITEL 5. — Finanzieller Pflichtbeitrag des Totalisators, der Buchmacher und der Wettbüros

Art. 20. Die Genehmigungen für den Totalisator, die Buchmacher und die Wettbüros unterliegen der Verpflichtung, für den Sektor einen einheitlichen, nicht diskriminierenden, transparenten und solidarischen Beitrag zu leisten. Der Beitrag für den Sektor wird in einem Protokoll zwischen dem Verband und den Disziplinen geregelt.

KAPITEL 6. — Totalisator

Art. 21. Der föderale Minister der Finanzen erteilt nach einer Stellungnahme der Flämischen Regierung und gemäß dem in Artikel 14 Absatz 1 § 3 festgelegten Verfahren eine Genehmigung für einen Totalisator, der mit dem Betrieb der Wetten auf alle in der Flämischen Region ausgetragenen Pferderennen beauftragt ist, und dies für Rechnung der Rennvereinigungen.

Die Stellungnahme der Flämischen Regierung wird auf der Grundlage einer privaten Ausschreibung nach einem Angebotsaufruf abgegeben.

Art. 22. Die Bedingungen der Zuschlagserteilung für den Totalisator sehen vor, daß die Bruttospanne der 'Wetten auf der Rennbahn' an die organisierende Rennvereinigung zurückfließt.

Art. 23. In den Bedingungen der Zuschlagserteilung des Totalisators ist vorgesehen, daß ein Teil der Bruttospannen der 'Wetten außerhalb der Rennbahn' an die organisierende Rennvereinigung zurückfließt.

KAPITEL 7. — Buchmacher

Art. 24. Der föderale Minister der Finanzen erteilt nach einer Stellungnahme der Flämischen Regierung und gemäß dem in Artikel 14 Absatz 1 § 3 vorgeschriebenen Verfahren Genehmigungen für die Buchmacher, denen es erlaubt ist, Wetten auf Pferderennen auf der Rennbahn anzunehmen, dies auf Vorschlag der organisierenden Rennvereinigung.

Die von den Buchmachern angebotenen Wetten werden in einem kontrollierbaren EDV-System registriert.

Art. 25. In den Bedingungen der Zuschlagserteilung ist vorgesehen, daß 7% des Umsatzes an die organisierende Rennvereinigung zurückfließen.

KAPITEL 8. — Wettbüros

Art. 26. Der föderale Minister der Finanzen erteilt nach einer Stellungnahme der Flämischen Regierung und gemäß dem in Artikel 14 Absatz 1 § 3 vorgeschriebenen Verfahren Genehmigungen für Wettbüros, die in der Flämischen Region Wetten auf im Ausland ausgetragene Pferderennen annehmen.

Art. 27. In den Bedingungen der Zuschlagserteilung ist vorgesehen, daß 5% des Umsatzes an die organisierende Rennvereinigung zurückfließen.

KAPITEL 9. — Steuern auf Wetten

[...]

Art. 29. Der Anteil der Gewinner darf nicht weniger als 50% der Einsätze betragen.

Der Verband kann in den von ihm ausgestellten Lizenzen den maximalen Prozentsatz vorsehen, der den Gewinnern gemäß den im Verwaltungsvertrag festgelegten Regeln zukommt».

B.4. Die klagenden Parteien bringen vor, diese Bestimmungen stünden im Widerspruch zu den Regeln über die Zuständigkeitsverteilung zwischen dem Staat, den Gemeinschaften und den Regionen, da sie weder durch die Zuständigkeit der Gemeinschaften für den Sachbereich des Sports noch durch die Zuständigkeit der Regionen für die Steuer auf Spiele und Wetten oder für die Sachbereiche der Landwirtschaft oder der Wirtschaft gerechtfertigt werden könnten, und sie machen geltend, daß die von ihnen angefochtenen Bestimmungen sich auf Sachbereiche bezögen, für die die Föderalbehörde zuständig sei.

B.5. Die Artikel 4 Nr. 9 und 6 § 1 V und VI Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen bestimmen:

«Art. 4. Die kulturellen Angelegenheiten, auf die sich Artikel 59*bis* § 2 Nr. 1 [jetzt Artikel 127 § 1 Absatz 1] der Verfassung bezieht, sind:

[...]

9. Leibeserziehung, Sport und Leben im Freien;

[...]

Art. 6. § 1. Die Angelegenheiten, auf die sich Artikel 107*quater* [jetzt Artikel 39] der Verfassung bezieht, sind:

[...]

V. Die Agrarpolitik und die Seefischerei, unbeschadet der föderalen Zuständigkeit für

1. die Normierung und die darauf anwendbare Kontrolle im Bereich der Qualität von Rohstoffen und pflanzlichen Erzeugnissen im Hinblick auf die Gewährleistung der Sicherheit der Nahrungsmittelkette;

2. die Normierung und die darauf anwendbare Kontrolle im Bereich der Tiergesundheit, des Wohlbefindens der Tiere sowie der Qualität tierischer Erzeugnisse im Hinblick auf die Gewährleistung der Sicherheit der Nahrungsmittelkette;

3. die Maßnahmen zur Ersetzung des Einkommens bei vorzeitigem Ausscheiden älterer Landwirte;

4. das Belgische Interventions- und Rückgabebüro, wobei allerdings die Regionen in seiner Mitte über eine garantierte und bedeutsame Vertretung verfügen.

Die Zustimmung der betroffenen Regionalregierungen ist erforderlich für jene Maßnahmen der Föderalbehörde im Bereich des Wohlbefindens der Tiere, die sich auf die Agrarpolitik auswirken.

VI. Was die Wirtschaft betrifft:

1. Die Wirtschaftspolitik;

[...]».

B.6. Die Artikel 3, 4 § 1 und 5 §§ 3 und 4 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen bestimmen:

«Art. 3. Folgende Steuern sind regionale Steuern:

1. die Steuer auf Spiele und Wetten;

[...]

Diese Steuern unterliegen den Bestimmungen der Artikel 4, 5, 8 und 11.

Art. 4. § 1. Die Regionen sind dafür zuständig, den Steuersatz, die Bemessungsgrundlage und die Befreiungen von den in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 1 bis Nr. 4 und Nr. 6 bis Nr. 9 vorgesehenen Steuern zu ändern.

[...]

Art. 5. [...]

§ 3. Sofern die Region nicht anders entscheidet, besorgt der Staat unter Einhaltung der von ihm festgelegten Verfahrensregeln kostenlos den Dienst der in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 1 bis Nr. 8 und Nr. 10 bis Nr. 12 vorgesehenen Steuern für Rechnung der betreffenden Region und in Absprache mit dieser. Ab dem zweiten Haushaltsjahr nach dem Datum der Notifizierung durch die Regionalregierung an die Föderalregierung bezüglich der Entscheidung, selbst den Dienst der betreffenden Steuern zu gewährleisten, sorgt die betreffende Region für den Dienst dieser Steuern. Die Übertragung des Steuerdienstes auf eine Region kann nur in Steuergruppen erfolgen:

- die in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 1 bis Nr. 3 vorgesehenen Steuern;
- die in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 vorgesehene Steuer;
- die in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 4 und Nr. 6 bis Nr. 8 vorgesehenen Steuern;
- die in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 10 bis Nr. 12 vorgesehenen Steuern.

Die Regionen versehen mindestens bis zum 31. Dezember 2003 den Dienst der Steuern, den sie bereits vor dem Inkrafttreten des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 zur Refinanzierung der Gemeinschaften und Erweiterung der steuerlichen Befugnisse der Regionen versahen.

Solange die Föderalbehörde den Dienst der in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 1 bis Nr. 8 und Nr. 10 bis Nr. 12 vorgesehenen Steuern versieht, wird das Konzertierungsverfahren bezüglich der technischen Durchführbarkeit der geplanten Änderungen in bezug auf die vorgenannten Regionalsteuern in dem in Artikel 1bis genannten Zusammenarbeitsabkommen festgelegt.

[...]

§ 4. Die Regionen sind zuständig für die Festlegung der administrativen Verfahrensregeln bezüglich der in Artikel 3 genannten Steuern mit Wirkung vom Haushaltsjahr, ab dem sie den Dienst der Steuern versehen».

B.7. Es muß davon ausgegangen werden, daß der Verfassungsgeber und der Sondergesetzgeber den Gemeinschaften und den Regionen die vollständige Befugnis zur Herausgabe von Regeln erteilt haben, die den ihnen zugeteilten Sachbereichen eigen sind, es sei denn sie hätten anders entschieden.

B.8. Der Dekretgeber kann im Sachbereich der Pferderennen gesetzgeberisch auftreten, wenn die von ihm angenommenen Maßnahmen innerhalb der Grenzen der Zuständigkeiten liegen, die ihm durch die obengenannten Sondergesetze zugeteilt werden. Die Effizienz solcher Maßnahmen beinhaltet notwendigerweise, daß diese Tätigkeiten kontrolliert und geregelt werden. Der Umstand, daß die durch das angefochtene Dekret auferlegten Verpflichtungen sich direkt oder indirekt auf eine föderale Zuständigkeit auswirken können, bedeutet nicht, daß der Dekretgeber seine Zuständigkeiten überschritten hätte. Es obliegt ihm unter anderem, die von ihm als sachdienlich erachteten Maßnahmen zu ergreifen, wenn er wie im vorliegenden Fall feststellt, daß der Sektor der Pferderennen ein bedeutender wirtschaftlich-sozialer Sektor ist, der sich sowohl hinsichtlich der Arbeitsplätze als auch hinsichtlich der Höhe der Wetten auf Pferderennen negativ entwickelt (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2002-2003, Nr. 1462/1, S. 2).

B.9. Die Artikel 5 Nrn. 2 und 3, 14 bis 16 und 20 bis 27 des angefochtenen Dekrets legen unter anderem eine Regelung für Genehmigungen durch den föderalen Minister der Finanzen oder seinen Beauftragten in bezug auf die Annahme von Wetten auf Pferderennen fest. Die Befugnis des Ministers ist begrenzt, insofern Artikel 66 § 2 des Gesetzbuches der der Einkommensteuer gleichgesetzten Steuern, der durch Artikel 14 des Dekrets ersetzt wird, die Arten der Wetten festlegt, die genehmigt werden können, insofern die vorherige Stellungnahme der Flämischen Regierung zum Antrag auf Genehmigung für den Minister bindend ist, wenn sie ablehnend ausfällt (Artikel 66 § 3 Absatz 4), insofern eine befürwortende Stellungnahme der Flämischen Regierung die Erteilung der Genehmigung zur Folge hat, wenn der Minister nicht innerhalb der durch das Dekret festgelegten Frist eine Entscheidung trifft (Artikel 66 § 3 Absatz 5) und insofern der Minister verpflichtet ist, die Anträge und die Stellungnahmen der Flämischen Regierung auf der Grundlage von Kriterien zu beurteilen, die im Dekret festgelegt sind und die einerseits in «den von Wetten auf Pferderennen ausgehenden Gefahren für die Gesamtheit oder einen Teil der Bevölkerung» sowie andererseits in «der tatsächlichen und effizienten Erhebung der Steuer auf Wetten» bestehen (Artikel 66 § 3 Absatz 2).

Die vom Minister erteilten Genehmigungen setzen unter anderem voraus, daß der Totalisator (Artikel 21 bis 23), die Buchmacher (Artikel 24 und 25) und die Wettbüros (Artikel 26 und 27) Beiträge zahlen (Artikel 20), die von der VoG Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen zentralisiert und umverteilt werden (Artikel 5 Nr. 3).

B.10. Ohne daß es notwendig ist, zu der Frage Stellung zu beziehen, ob ihre jeweiligen Zuständigkeiten für Sport, Landwirtschaft und Wirtschaft es den Gemeinschaften und Regionen erlauben, Maßnahmen in bezug auf Pferderennen zu ergreifen, stellt der Hof fest, daß die beanstandeten Bestimmungen sich im vorliegenden Fall auf die Genehmigung von Wetten auf Pferderennen und nicht auf die Genehmigung der eigentlichen Pferderennen beziehen.

B.11. Solche Maßnahmen gehören weder zum Berufssport noch zum Amateursport, den Artikel 4 Nr. 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen den Gemeinschaften anvertraut, indem Leibeserziehung, Sport und Leben im Freien den kulturellen Sachbereichen zugeordnet werden. In den Vorarbeiten zum Gesetz vom 21. Juli 1971 bezüglich der Zuständigkeit und Arbeitsweise der Kulturräte der Französischen und der Niederländischen Kulturgemeinschaft (dessen Artikel 2 Absatz 1 Nr. 9 diese Sachbereiche ebenso vorsah wie Artikel 4 Nr. 9 des obengenannten Sondergesetzes vom 1980) heißt es im übrigen, daß der Gesetzgeber die Regelung der Wetten davon ausschließen wollte (*Parl. Dok.*, Senat, 1970-1971, Nr. 400, S. 6).

B.12. Solche Maßnahmen haben ebenfalls nichts zu tun mit der Agrarpolitik, für die aufgrund von Artikel 6 § 1 V des obengenannten Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001 abgeänderten Fassung die Regionen zuständig sind und die vorbehaltlich der darin vorgesehenen Ausnahmen gemäß den Vorarbeiten zu dieser Bestimmung die Aushandlung und Ausführung der gemeinsamen Agrarpolitik, die Normen bezüglich der Qualität der Rohstoffe sowie der pflanzlichen und tierischen Erzeugnisse, wenn es nicht um die Gewährleistung der Sicherheit der Nahrungsmittelkette geht, die Ausgleichsmaßnahmen für die Verringerung der Tätigkeiten der Landwirte und die strukturellen Beihilfen umfaßt (*Parl. Dok.*, Senat, 2000-2001, Nr. 709/7, SS. 4 ff.).

B.13. Die Steuer auf Spiele und Wetten ist sicherlich eine regionale Steuer aufgrund von Artikel 3 des Finanzierungs-sondergesetzes vom 16. Januar 1989, doch die regionale Zuständigkeit ist in diesem Fall auf die Festlegung der Steuerbemessungsgrundlage und des Steuersatzes sowie der Steuerbefreiungen begrenzt. Die Regionalbehörde ist im übrigen nur befugt, die Regeln der Verwaltungsverfahren bezüglich dieser Steuern festzulegen, wenn sie deren Dienst gewährleistet (Artikel 5 § 4 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989), was derzeit nicht der Fall ist.

In den angefochtenen Bestimmungen werden hingegen Grenzen für die Ermessensbefugnis des föderalen Ministers der Finanzen in einem Sachbereich festgelegt, für den die Föderalbehörde zuständig ist. Diese ist nämlich befugt, Spiele und Wetten zu regeln, die Bedingungen festzulegen, unter denen die von ihr tolerierten Tätigkeiten ausgeübt werden dürfen, und die Kontrolle zu organisieren, die durch deren Gefährlichkeit notwendig ist.

Der Regionalgesetzgeber konnte zwar Steuermaßnahmen ergreifen, die das Verhalten der Steuerzahler beeinflussen konnten, denn dies ist eine mögliche Nebenwirkung jeder Maßnahme dieser Art; doch er kann dabei nicht die Ausübung der föderalen Zuständigkeit verhindern oder übermäßig erschweren.

Sofern sich aus dem neuen Artikel 66 § 3 ergibt, daß der Dekretgeber Maßnahmen bezüglich der Gefährlichkeit von Wetten auf Pferderennen ergriffen hat, verstoßen die angefochtenen Bestimmungen gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung. Diesbezüglich ist es unwesentlich, ob dieses Ziel von dem Gesetzgeber, der diese Bestimmung in der einen oder anderen früheren Fassung angenommen hat, verfolgt wurde oder nicht.

B.14. Die Flämische Regierung macht sicherlich geltend, daß der Dekretgeber nicht die föderale Zuständigkeit zum Ergreifen von Maßnahmen im Hinblick auf die Begrenzung der Gefahren der Glücksspiele für die Gesellschaft habe verletzen wollen.

Es trifft zwar zu, daß die Zuständigkeiten der Föderalbehörde und der Kommission für Glücksspiele mehrfach erwähnt wurden, (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2002-2003, Nr. 1462/1, SS. 5 und 6, Nr. 1462/3, S. 28, Nr. 1462/7, SS. 8 und 9, und Nr. 1462/11, S. 6), doch es wurde auch die Bekämpfung der Spielsucht erwähnt (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2002-2003, Nr. 1462/3, SS. 12, 17 und 22, Nr. 1462/7, S. 11, und Nr. 1462/11, S. 6); einer der Autoren des Gesetzesvorschlages hat im Ausschuß erklärt,

«[...] daß der Verfassungsgeber dies eben so gewollt hat; er hat der Flämischen Region die Zuständigkeit für die Wirtschaft und der Föderalbehörde die moralische Zuständigkeit erteilt. Wenn die Föderalbehörde es unterläßt, den moralischen Aspekt zu behandeln - was sie bisher getan hat -, muß die Region dies auch übernehmen. Der Redner war der Auffassung, der Staatsrat habe dies erklärt, doch dies ist nicht geschehen» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2002-2003, Nr. 1462/7, S. 11).

B.15.1. Die angefochtenen Maßnahmen können ebenfalls nicht durch die Anwendung von impliziten Befugnissen gemäß Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 gerechtfertigt werden, die der Dekretgeber ausüben könnte, wenn er Maßnahmen auf dem Gebiet der Wirtschaftspolitik ergreift.

Es wäre dann erforderlich, daß die angenommene Regelung für die Ausübung der Befugnisse der Region notwendig wäre, daß die betreffenden föderalen Sachbereiche differenziert geregelt werden könnten und daß die angefochtenen Bestimmungen nur einen marginalen Einfluß auf diese Sachbereiche hätten.

Der Einfluß der betreffenden Bestimmungen auf diese Sachbereiche kann jedoch nicht als marginal bezeichnet werden, da Wetten auf Pferderennen einen bedeutenden Teil der föderalen Zuständigkeit für Spiele und Wetten darstellen und die angefochtenen Bestimmungen Bedingungen für die Ermessensbefugnis des darin genannten föderalen Ministers festlegen.

B.15.2. Der Umstand, daß der föderale Gesetzgeber für Wetten auf Pferderennen eine Sonderregelung im Bereich der Glücksspiele vorgesehen hat, sei es in den Artikeln 1965 und 1966 des Zivilgesetzbuches oder indem er sie aus dem Anwendungsbereich des Gesetzes vom 7. Mai 1999 ausschließt, oder daß er die darauf anwendbaren Regeln in mehr allgemeinen Bestimmungen über Pferderennen festgelegt hat, bedeutet nicht, daß dieser Sachbereich fortan zu den Zuständigkeiten gehören könnte, die der Dekretgeber in den Sachbereichen Sport, Landwirtschaft oder Wirtschaft ausüben kann.

B.16. Diese Maßnahmen können ebenfalls nicht durch das Fehlen einer föderalen Regelung auf diesem Gebiet gerechtfertigt werden, auf das in den Vorarbeiten zum Dekret verwiesen wird (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2002-2003, Nr. 1462/1, S. 3, Nr. 1462/3, S. 28, und Nr. 1462/7, S. 11). Selbst wenn eine solche Unterlassung erwiesen wäre, rechtfertigt sie keine Befugnisüberschreitung.

B.17. Der Klagegrund ist begründet.

B.18. Da die klagenden Parteien nicht anführen, inwiefern Artikel 5 Nr. 7 des Dekrets gegen die von ihnen erwähnten Bestimmungen verstoßen würde, sind die diesbezüglichen Klagegründe unzulässig.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt die Artikel 5 Nr. 2, 14, 16 § 2 und 21 bis 28 und insofern, als sie sich auf die Genehmigung im Sinne von Artikel 14 beziehen, die Artikel 5 Nr. 3, 15 und 20 des flämischen Dekrets vom 26. März 2004 «zur Regelung von Sanierungsmaßnahmen zugunsten der flämischen Pferderennen, zur Ermächtigung der Flämischen Regierung zur Mitwirkung an der Gründung der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht 'Vlaamse Federatie voor Paardenwedrennen' (Flämischer Verband für Pferderennen), sowie zur Abänderung und Aufhebung gewisser Bestimmungen des Gesetzbuches der der Einkommensteuer gleichgesetzten Steuern» für nichtig;

- weist die Klagen im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 30. Juni 2005.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der stellv. Vorsitzende,

P. Martens.

**COMMISSION BANCAIRE, FINANCIERE
ET DES ASSURANCES**

[2005/95117]

**Avis de cession
d'un portefeuille de créances hypothécaires**

En application de l'article 53 de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire est publiée la cession du portefeuille de créances hypothécaires de l'entreprise « Le Crédit Plus », société anonyme, dont le siège social est situé rue Sainte-Marie 5, à 4000 Liège, à l'entreprise « Le Travailleur Chez Lui », société anonyme, dont le siège social est situé rue Sainte-Marie 5, à 4000 Liège.

Cette cession, qui produit ses effets au 1^{er} janvier 2005, est opposable à tous les tiers par la présente publication. (26512)

**COMMISSIE VOOR HET BANK-, FINANCIE-
EN ASSURANTIEWEZEN**

[2005/95117]

**Bericht van overdracht
van een portefeuille van hypothecaire schuldvorderingen**

In toepassing van artikel 53 van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet wordt bekendgemaakt de overdracht van de portefeuille van hypothecaire schuldvorderingen van de onderneming « Le Crédit Plus », naamloze vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is rue Sainte-Marie 5, te 4000 Liège, aan de onderneming « Le Travailleur Chez Lui », naamloze vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is rue Sainte-Marie 5, te 4000 Liège.

Deze overdracht, die uitwerking heeft vanaf 1 januari 2005, is tegenstelbaar aan alle derden door deze bekendmaking. (26512)